

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen**Afdeling 1. — Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 36. In afwijking van artikel 31, § 1, vierde lid, betekent de Administratie de beslissing bedoeld in het derde lid van artikel 31, § 1.

In afwijking van artikel 31, § 1, vierde lid, en § 4, voor het jaar 2017, gaat de Administratie over tot de uitbetaling van de eerste schijf in de loop van het eerste kwartaal 2017.

Art. 37. § 1^{er}. Het centrum erkend overeenkomstig artikel 21, tweede lid, van het decreet, dat reeds in 2016 erkend is als instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of bedrijf voor vorming door arbeid, komt op zijn minst in aanmerking voor een subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 2, eerste lid, 2^o, van het decreet, van hetzelfde bedrag als de subsidiëring waarvoor hij tijdens het kalenderjaar 2016 in aanmerking is gekomen. Het aantal erkende vormingsuren van dat centrum wordt berekend door het bedrag van de subsidie door het uurpercentage te delen.

In afwijking van het eerste lid, kan een centrum vragen om erkend te worden voor een aantal uren dat lager is dan het aantal uren waarvoor hij tijdens het kalenderjaar 2016 in aanmerking is gekomen.

§ 2. Wanneer het aantal erkende uren van het centrum bedoeld in paragraaf 1 voor het kalenderjaar 2017 overeenkomt met een verhoging van meer dan twintig percent van het aantal uren wavoor hij erkend was voor het kalenderjaar 2016 en van meer dan tien percent van het aantal uren dat hij tijdens het kalenderjaar 2015 heeft uitgevoerd, rekening houdend met de gepresteerde en gelijkgestelde uren, is de verplichting bedoeld in artikel 17, § 5, van het decreet niet van toepassing tijdens de vier eerste jaren van zijn erkenning. De subsidiëring wordt verworven tijdens deze periode als hij minstens, rekening houdend met de gepresteerde en gelijkgestelde uren, honderd percent van de uren uitvoert die hij gemiddeld uitvoert tijdens de kalenderjaren 2014 tot 2016.

Art. 38. Het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot uitvoering van de artikelen 5 tot 7 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling wordt opgeheven.

Art. 39. Het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 3 en 4, 8 tot 16 en 18 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Slotbepalingen

Art. 40. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 41. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200352]

12 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon introduisant certaines dispositions dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'agrément et au subventionnement des services d'aide et de soins aux personnes prostituées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 65/7 et 65/9 à 65/11, insérés par le décret du 27 mars 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mai 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2016;

Vu l'avis de la Commission wallonne de l'Action sociale, donné le 22 septembre 2016;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, donné le 14 juillet 2016;

Vu le rapport du 25 avril 2016 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 60.439/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre II, il est inséré un titre II/1, comprenant les articles 68/1 à 68/9, rédigé comme suit :

« TITRE II/1. — *Services d'aide et de soins aux personnes prostituées*CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Art. 68/1. Pour l'application du présent titre, l'on entend par :

1^o "le service" : le service d'aide et de soins aux personnes prostituées;

2^o "l'antenne décentralisée" : le lieu d'activités secondaire du service duquel il dépend financièrement et administrativement, implanté en fonction du caractère ambulatoire ou spécifique de ses activités, ou en fonction de sa position géographique.

CHAPITRE II. — *Agrément**Section 1^{re}. — Conditions d'octroi*

Art. 68/2. Le responsable du service ou la personne qu'il délègue :

- 1^o organise, préalablement à l'engagement de tout collaborateur volontaire, un entretien avec celui-ci afin de prendre connaissance de son parcours professionnel ou individuel;
- 2^o établit, pour tout collaborateur volontaire, un contrat précisant les droits et devoirs des parties signataires;
- 3^o réalise une évaluation annuelle du collaborateur volontaire.

Le contrat visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, contient des dispositions relatives notamment aux tâches confiées en tenant compte des compétences, aux modalités d'assurance, aux horaires de travail et au règlement d'ordre intérieur.

Section 2. — Procédure d'octroi

Art. 68/3. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Administration, par toute voie conférant date certaine de l'envoi.

Outre les informations requises par l'article 65/7 du Code décretaal, le dossier de demande comprend :

- 1^o l'identité de la personne représentant le service et ses coordonnées;
- 2^o l'adresse du service et de sa/ses antenne(s) décentralisée(s);
- 3^o les noms, titres, qualifications et la mention de leurs statuts ainsi que les fonctions des personnes accomplissant les actions visées à l'article 65/3 du même Code;
- 4^o l'indication des autres sources, émanant des pouvoirs publics à quelque niveau qu'ils se situent, de subventions éventuelles relatives aux actions visées par le même Code, du service et de l'association ou de l'institution à laquelle il appartient;
- 5^o une note de synthèse établissant les besoins constatés sur le territoire de la ou des communes dans lequel le service accomplit les missions visées par le même Code, ainsi que les partenariats existants;
- 6^o la description du projet visant à répondre aux besoins constatés, et des actions prévues à cette fin;
- 7^o l'indication des antennes prévues avec motivation de leur situation, l'indication des heures d'ouverture et des services offerts, la description de l'équipement de l'antenne;
- 8^o un rapport d'activités des deux années précédant la demande;
- 9^o la délibération du pouvoir organisateur décidant d'introduire la demande d'agrément.

Art. 68/4. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Administration envoie un accusé de réception au service.

L'Administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au service, dans les trente jours de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Dans les trente jours de la réception de la demande ou, au cas où l'Administration a réclamé au service des pièces ou informations manquantes, dans les dix jours de la réception de celles-ci, elle transmet au service un envoi lui signalant que la demande est complète.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande d'agrément sont disponibles auprès de sources authentiques, l'Administration collecte ces données directement auprès de sources authentiques et en informe le demandeur.

Art. 68/5. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois à partir de la réception de la proposition de décision de l'Administration. La décision est notifiée au service par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

En cas de demande surnuméraire au regard du nombre maximum de services et/ou d'antennes prévu à l'article 65/4 du Code décretaal, le Ministre statue sur les demandes en considérant la répartition géographique, l'expérience des services, l'accomplissement de plusieurs ou de toutes les missions visées à l'article 65/3 du Code décretaal, la complémentarité des différents services sur le territoire donné, ainsi que les dispositions des conventions et traités internationaux ratifiés par le Gouvernement wallon.

L'arrêté d'agrément précise le nombre d'antennes subventionnées et la commune de leur localisation. Le service peut demander une modification de son agrément en cas d'augmentation ou de diminution du nombre de ses antennes décentralisées.

Section 3. — Retrait

Art. 68/6. Lorsque le Ministre a l'intention de retirer l'agrément, il en informe, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, le service concerné. La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de retrait pour transmettre ses observations écrites au Ministre. Le Ministre statue sur la base du dossier à l'origine de la proposition de retrait et sur la base des observations écrites communiquées par le service. La décision de retrait est notifiée au service par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

CHAPITRE III. — *Subventionnement*

Art. 68/7. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre alloue à tout service agréé une subvention forfaitaire destinée à couvrir des frais de fonctionnement et/ou de personnel. Les frais de personnel atteignent au minimum 50 pour cent du montant de la subvention totale.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est identique pour chaque service et antenne décentralisée et ne peut dépasser 50.000 euros par service et 30.000 euros par antenne décentralisée.

Art. 68/8. Il peut être accordé des subventions aux services d'aide et de soins aux personnes prostituées pour des projets particuliers qu'ils se proposent de réaliser dans le cadre de leurs missions et/ou le renforcement de l'exécution de l'une ou plusieurs de leurs missions.

Art. 68/9. Les montants visés à l'article 68/8 sont rattachés à l'indice-pivot 101,02 (base 2013) applicable au 1^{er} janvier 2015 et sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2017.

Art. 4. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 janvier 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200352]

12 JANUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van sommige bepalingen van het regelgevend deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid betreffende de erkenning en de subsidiëring van de zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 65/7 en 65/9 tot 65/11, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014;

Gelet op het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 mei 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 2016;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de l'Action sociale et de la Santé" (Waalse Commissie voor Sociale actie en Gezondheid), gegeven op 22 september 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), gegeven op 14 juli 2016;

Gelet op het rapport van 25 april 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 april 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies nr. 60.439/4 van de Raad van State, gegeven op 7 december 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, Boek II, wordt een titel II/1 ingevoegd, dat de artikelen 68/1 tot 68/9 omvat, luidend als volgt :

« **TITEL II/1. — Zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen**

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving

Art. 68/1. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

1^o "de dienst": de zorg- en hulpverleningsdienst voor geprostitueerde personen;

2^o "het gedecentraliseerd steunpunt": de secundaire activiteitenplaats van de dienst waarvan hij financieel en administratief afhankelijk, gevestigd in functie van het ambulante of specifieke karakter van zijn activiteiten, of in functie van zijn geografische ligging.

HOOFDSTUK II. — Erkenning

Afdeling 1. — Toekeningsvoorwaarden

Art. 68/2. De verantwoordelijke van de dienst of diens afgevaardigde :

1^o organiseert vóór elke indienstneming van een vrijwillige medewerker een onderhoud om informatie in te winnen over zijn individueel en professioneel parcours;

2^o stelt voor elke vrijwillige medewerker een contract op waarin gewezen wordt op de rechten en plichten van de ondertekenende partijen;

3^o maakt jaarlijks een evaluatie van de vrijwillige medewerker.

Het contract bedoeld in het eerste lid, 2^o bevat bepalingen betreffende o.a. de toevertrouwde taken rekening houdend met de bevoegdheden, de verzekeringsmodaliteiten, de openingstijden en het huishoudelijk reglement.

